Niger (Catégorie 2)

Le gouvernement du Niger ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il fait des efforts importants dans ce sens. Globalement, il a pris davantage de mesures en comparaison avec la période visée par le rapport précédent ; le Niger est donc maintenu dans la Catégorie 2. Les fonctionnaires ont mené des enquêtes sur davantage de suspects de traite, qu'ils ont poursuivis en justice, et ils ont identifié plus de victimes. Le gouvernement a augmenté pour la deuxième année consécutive le budget de la Commission nationale de coordination de lutte contre la traite des personnes (CNCLTP) et celui de l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes et le transport illégal des migrants (ANLTP/TIM). Il a ouvert et doté en personnel le premier refuge public destiné spécialement aux victimes de la traite, grâce à un financement fourni par un partenaire, et cessé de coopérer avec le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), des paramilitaires maliens qui recrutaient et utilisaient des enfants soldats en 2019. Cependant, le gouvernement n'a pas satisfait aux normes minimales dans plusieurs domaines clés. La législation du Niger ne prévoyait pas de peines pour la traite des adultes à des fins sexuelles à la mesure de celles imposées pour d'autres crimes graves comme le viol. Le gouvernement n'a pas rapporté avoir mené d'enquêtes sur, engagé des poursuites contre, ou condamné des personnes pour des pratiques traditionnelles de l'esclavage ; les services de protection des victimes n'étaient toujours pas disponibles pour bon nombre de celles-ci, et les autorités n'ont pas diffusé ni appliqué leur mécanisme d'aiguillage national pour standardiser les procédures d'identification et d'orientation des victimes

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Amender la loi de lutte contre la traite de 2010 afin de durcir les sanctions plancher pour la traite des adultes à des fins sexuelles de façon qu'elles soient à la mesure de celles prévues pour le viol ou l'enlèvement. • Intensifier les efforts pour enquêter sur les trafiquants présumés, engager des poursuites sur les affaires de traite et sanctionner les trafiquants condamnés avec des peines adéquates, y compris ceux impliqués dans des formes traditionnelles de servitude fondée sur le système de caste et l'esclavage héréditaire. • Former d'autres agents des forces de l'ordre et premiers intervenants conformément à la loi de lutte contre la traite de 2010 et la loi de lutte contre l'esclavage de 2003. • Accroître la coordination avec

les organismes de répression régionaux, sous-régionaux et internationaux pour enquêter sur des affaires de traite des personnes et en poursuivre les auteurs, indépendamment des affaires de trafic de migrants. • Diffuser et mettre en œuvre le mécanisme d'aiguillage national des victimes pour améliorer l'identification précoce de ces dernières et leur orientation vers des services de prise en charge. • Améliorer la quantité et la qualité des services disponibles pour les victimes, surtout hors de Niamey, en coordination avec les organisations internationales et multilatérales ainsi que les ONG et les organisations de la société civile. • Établir des partenariats avec la société civile pour amplifier la sensibilisation à l'égard de la traite dans l'ensemble du pays et renforcer l'aptitude des membres de la communauté à identifier ce crime pour le dénoncer aux agents des forces de l'ordre. • Continuer de financer et d'habiliter la CNCLTP et l'ANLTP/TIM pour qu'elles s'acquittent de leurs mandats.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a intensifié ses efforts en matière de poursuites judiciaires. L'ordonnance No 2010-86 relative à la lutte contre la traite des personnes, édictée en 2010, criminalisait la traite à des fins sexuelles et la traite pour l'exploitation du travail. Cette loi prévoyait des sanctions de cinq à 10 ans d'emprisonnement pour les infractions relevant de la traite des victimes adultes et de 10 à 30 ans pour celles impliquant des victimes enfants. Ces peines étaient suffisamment sévères. Les sanctions imposées en cas de traite de mineurs à des fins sexuelles étaient à la mesure de celles prévues pour d'autres infractions graves telles que le viol, ce qui n'était cependant pas le cas pour la traite des adultes à des fins sexuelles.

Pendant la période visée par le rapport, les pouvoirs publics ont enquêté sur 54 trafiquants soupçonnés, engagé des poursuites pour 54 affaires, contre 28 enquêtes et 27 poursuites l'année antérieure. Pendant la période visée par le rapport, les tribunaux ont condamné quatre trafiquants conformément à la loi de lutte contre la traite de 2010, et sanctionné deux trafiquants à deux ans de prison assortis d'une amende de 500 000 francs CFA ouest-africains (860 dollars des États-Unis). Pendant la période visée par le rapport antérieur, les autorités en avaient condamné 11. Par ailleurs, les responsables des forces de l'ordre ont collaboré avec une organisation internationale en janvier 2020 pour arrêter 18 trafiquants soupçonnés à Niamey ; les enquêtes étaient toujours en cours à la fin de la période visée par le rapport. Le gouvernement n'a pas signalé avoir mené d'enquêtes ou entamé des poursuites visant des marabouts (maîtres coraniques) qui

auraient forcé des enfants à mendier, ou des chefs traditionnels qui perpétueraient des pratiques relevant de l'esclavage héréditaire, notamment l'esclavage de mineurs, en dépit d'informations dignes de foi selon lesquelles ces pratiques perduraient.

Certaines victimes continuaient de ne pas pouvoir accéder à la justice, car bon nombre n'étaient souvent pas informées de leurs droits et ne disposaient pas des ressources nécessaires pour tenter une procédure punitive à l'encontre de leurs trafiquants. Le non-respect des exigences en matière de protection des victimes énoncées dans la loi de lutte contre la traite de 2010, s'expliquant en partie par les ressources limitées du gouvernement, n'ont pas permis aux victimes de se porter souvent témoins et ont débouché sur des retards administratifs. L'ANLTP/TIM a fourni des formations portant sur la loi de lutte contre la traite du Niger, des méthodes pour améliorer la coordination au sein du gouvernement et des techniques d'enquête à plus de 425 agents des forces de l'ordre et de sécurité, fonctionnaires du pouvoir judiciaire, acteurs de la société civile et journalistes, contre environ 319 en 2018. Les autorités n'ont pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires pour complicité dans des crimes de traite des personnes. Cependant, la corruption et la complicité des agents de l'État dans des crimes de traite demeuraient une source d'inquiétude et pourraient avoir entravé les efforts de répression au cours de l'année.

PROTECTION

Le gouvernement a intensifié ses efforts pour identifier des victimes et les orienter vers une prise en charge. Les pouvoirs publics n'ont pas établi de statistiques exhaustives concernant l'identification des victimes et ne disposaient pas non plus de procédures opérationnelles permanentes pour les identifier. En dépit de l'absence de ces procédures, le gouvernement a déclaré avoir identifié 53 victimes en 2019. La même année, des gardes-frontières ont appliqué des mesures de détection des signes de traite parmi les populations de migrants en situation irrégulière et ils ont identifié quelque 47 victimes potentielles. De plus, les responsables des forces de l'ordre à Niamey ont identifié 232 victimes (principalement des hommes ghanéens et des enfants nigériens) en janvier 2020, au cours d'une opération conjointe réalisée avec une organisation internationale de la police. Ceci a permis d'enregistrer une augmentation importante par rapport à l'identification de 111 victimes potentielles de la traite pendant la période visée par le rapport antérieur. Les fonctionnaires n'ont pas signalé avoir diffusé ou appliqué

le mécanisme d'aiguillage (finalisé en février 2019) pendant la période visée par le rapport. Ce mécanisme définissait les rôles attribués aux procureurs, juges, agents des forces de l'ordre, inspecteurs du travail, diplomates, organisations internationales, ONG et acteurs syndicaux.

En raison de contraintes budgétaires, les pouvoirs publics n'avaient généralement pas les ressources nécessaires pour fournir un hébergement et des services aux victimes, ce qui a entravé la capacité du gouvernement à encourager les victimes à participer aux enquêtes et procédures judiciaires. L'ANLTP/TIM a orienté un nombre inconnu de victimes vers une organisation internationale à laquelle elle fournissait une aide en nature et qui collaborait avec des chefs traditionnels pour assurer l'hébergement d'enfants soustraits à des situations de travail forcé. Le gouvernement a établi un partenariat avec un bailleur de fonds pour ouvrir le premier refuge du Niger destiné aux victimes de la traite en juillet 2020 ; les autorités ont orienté sept victimes vers cette structure d'hébergement pendant la période visée par le rapport, qui avait une capacité d'accueil de 40 victimes. Des fonctionnaires du gouvernement gèrent et dotent le refuge en personnel, offrent aux victimes des services médicaux, psycho-sociaux et juridiques, et ils travaillent avec une organisation internationale pour offrir une aide à la réinsertion aux victimes afin de faciliter leur retour dans leur pays d'origine. De plus, les organisations internationales ont signalé que le ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant orientait les victimes vers un hébergement adéquat pendant la période visée par le rapport.

Les victimes du travail forcé et de la servitude fondée sur le système de caste pouvaient porter plainte simultanément au civil et au pénal, même s'il n'a pas été indiqué si cela s'était produit au cours de la période à l'étude. Il n'a pas été rapporté que des responsables gouvernementaux auraient sanctionné des victimes pour des actes illicites qu'elles auraient commis sous la contrainte de trafiquants, cependant, il est possible que des victimes n'aient pas été identifiées et aient donc été pénalisées en raison du manque d'application par le gouvernement de mesures systématiques pour identifier les victimes de la traite au sein des populations vulnérables. La loi prévoyait la possibilité d'accorder aux victimes un permis de séjour au Niger, avec l'autorisation de travailler, dans les cas où un retour dans leur pays d'origine aurait été dangereux ; les autorités n'ont pas signalé avoir accordé ces protections à des victimes pendant la période visée par le rapport.

PRÉVENTION

Le gouvernement a intensifié ses efforts de prévention de la traite des personnes. Pendant la période visée par le rapport, le gouvernement a cessé sa coopération avec les paramilitaires maliens du GATIA, qui recrutait et utilisaient des enfants soldats en 2019. La CNCLTP a continué de faire office d'organe de coordination des efforts de lutte contre la traite du gouvernement, tandis que l'ANLTP/TIM remplissait le rôle d'organe d'exécution permanent de celui-ci dans la lutte contre la traite des personnes. Le gouvernement a accru le budget de la CNCLTP et de l'ANLTP/TIM pour la deuxième année consécutive, qui est passé de 73,5 millions de francs CFA (126 290 dollars des États-Unis) en 2018 à 117 millions de francs CFA (201 030 dollars des États-Unis) en 2019. En dépit de cette hausse, les contraintes budgétaires et les difficultés de coordination avec les organisations internationales ont entravé certains des efforts de lutte contre la traite en matière de formation. En juillet 2019, le président a promulgué une loi instaurant des comités de protection de l'enfant pour travailler au niveau communautaire afin d'accroître la sensibilisation à l'égard de l'exploitation des enfants et de la violence à leur encontre, notamment au moyen de leur traite sur le territoire national. L'ANLTP/TIM a continué d'amplifier son engagement sur le plan national auprès des bureaux des procureurs, tout en améliorant la collecte de statistiques sur la traite ainsi que la coordination avec les forces de l'ordre sur l'ensemble du territoire.

L'ANLTP/TIM a poursuivi ses campagnes de sensibilisation et utilisé plusieurs plateformes média à travers le pays pour permettre au public de se familiariser avec la traite et les risques associés aux migrations clandestines vers l'Europe. Pour la cinquième année consécutive, le gouvernement a amplifié son engagement public autour des événements qu'il organise dans le cadre de la Journée nationale de mobilisation contre la traite, le 28 septembre de chaque année, en présence de hauts fonctionnaires du ministère de la Justice, du ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant et du ministère de la Santé, ainsi que des chefs traditionnels et des représentants des médias. En juin 2019, l'ANLTP/TIM a organisé un atelier pour permettre à 33 hauts fonctionnaires, sept dirigeants régionaux (de groupements), neuf chefs de village, quatre représentants de la Garde nationale, deux agents de police, cinq représentants du secteur des transports et huit leaders d'associations de femmes et de jeunes de se familiariser avec les risques associés à la traite des personnes et aux pratiques de l'esclavage traditionnel. De plus, l'ANLTP/TIM a noué un partenariat avec une organisation internationale afin de mener un atelier de formation sur la traite des personnes et le

trafic de migrants à l'intention de 20 magistrats des tribunaux de première instance (10 juges d'instruction et 10 juges pour enfants) pendant la période visée par le rapport.

Le gouvernement n'a pas réalisé d'efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés. Les règlements régissant les forces armées exigeaient que les soldats reçoivent une formation à la lutte contre la traite avant d'être déployés à l'étranger pour des missions internationales de maintien de la paix. Le gouvernement a satisfait à ces exigences au moyen d'un programme réalisé par un donateur étranger. Le ministère des Affaires étrangères a diffusé des directives en matière de traite à ses missions à l'étranger, mais il n'a pas indiqué avoir offert de formation aux diplomates avant leur départ.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Comme cela a été le cas au cours des cinq dernières années, les trafiquants d'êtres humains exploitent des victimes nigériennes et étrangères au Niger, ainsi que des victimes nigériennes à l'étranger. Les pratiques d'esclavage héréditaire et fondé sur les castes, perpétuées par des chefs tribaux politiquement influents, se sont poursuivies en 2019. Des signalements ponctuels indiquent que des groupes ethniques arabes, zarmas et touaregs propagent les formes traditionnelles de servitude fondées sur les castes dans les régions occidentales et septentrionales ainsi que le long de la frontière avec le Nigeria. Selon un expert, les victimes de l'esclavage héréditaire ne s'identifient pas comme telles ou ne déposent pas de plainte contre leurs trafiquants en raison du manque de services de réinsertion et d'une dépendance profondément ancrée à l'égard du trafiquant. Dans la région de Tahoua, au Niger, des chefs influents facilitent l'acheminement de jeunes filles issues de familles démunies vers des hommes pour devenir leur « cinquième épouse » moyennant des avantages financiers ou politiques. Par cette pratique, connue sous le nom de wahaya, de jeunes filles, parfois âgées d'à peine neuf ans, se retrouvent astreintes au travail forcé ou à la servitude sexuelle par certains membres de leur communauté. Leurs enfants naissent ensuite au sein de castes d'esclaves, ce qui perpétue le cercle vicieux de l'esclavage. Les jeunes filles qui fuient ces mariages forcés sont des proies vulnérables pour les trafiquants, qui les exploitent dans le commerce du sexe, à cause du manque d'aide à la réinsertion que renforce la discrimination qu'elles subissent en raison de leur ancien statut de « cinquième épouse » (wahayu). Une autre forme de servitude traditionnelle connue sous le terme d'esclavage « passif » consiste en ce que de puissants

membres de la communauté conservent un contrôle total sur la liberté individuelle de leurs anciens serviteurs.

Les trafiquants opérant au Niger exploitent essentiellement des femmes et des enfants nigériens ainsi que des victimes de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest pour la traite à des fins sexuelles ou pour l'exploitation du travail. Des maîtres coraniques (marabouts) réduisent des garçons (les talibés) au travail et à la mendicité forcés à l'intérieur du pays comme dans les pays voisins. Des groupes criminels transnationaux contraignent des enfants nigériens et de pays voisins à travailler dans les mines d'or, de sel, de trôna et de gypse, les exploitations agricoles, les carrières de pierre, les marchés, les gares routières et l'industrie manufacturière à travers le pays. Des criminels exploitent des filles pour la traite à des fins sexuelles le long de la frontière avec le Nigeria. Au Niger, les tenanciers de maisons closes exploitent à des fins sexuelles des femmes venues du Nigeria et pendant qu'elles traversent le pays pour se rendre en Afrique du Nord.

Des recruteurs illicites de main-d'œuvre facilitent le transport de femmes et d'enfants nigériens vers le Nigeria, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe, où des trafiquants exploitent ensuite les victimes dans la traite à des fins sexuelles ou le travail forcé comme domestiques ou encore dans l'agriculture. Pendant la période visée par le rapport, des recruteurs frauduleux de main-d'œuvre publiaient des annonces sur le Web pour inciter des hommes ghanéens à se rendre à Niamey, où ils leurs confisquaient leurs documents d'identité et limitaient leur liberté. Des migrants saisonniers appauvris, principalement venus de la région de Zinder, se rendant en Algérie pour y trouver du travail agricole, étaient également vulnérables au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Des observateurs ont remarqué que les réseaux nigériens de la traite étaient devenus plus sophistiqués au cours de 2019 en réaction aux efforts redoublés du gouvernement pour faire appliquer la loi ainsi qu'à l'instabilité croissante qui incite aux migrations clandestines.

Le Niger est un pays de transit pour des migrants hommes, femmes et enfants d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest se rendant en Europe de l'Ouest par l'Algérie, la Libye et le Maroc, où des passeurs sont susceptibles d'exploiter les clients qu'ils déplacent en les soumettant au travail forcé ou à la traite à des fins sexuelles. Le soutien de l'UE pour la mise en œuvre par le gouvernement de la loi de lutte contre le trafic de migrants de 2015, visant à limiter les migrations clandestines passant par le Niger, a forcé des migrations qui se produisaient

antérieurement au grand jour (tout en étant clandestines), à opérer dans l'ombre, ce qui a augmenté la vulnérabilité des migrants à l'égard du travail forcé ou de la traite à des fins sexuelles aux mains de réseaux criminels. Des criminels transportent des femmes nigériennes et nigérianes vers des pays voisins de l'Afrique de l'Ouest et les assujettissent à la traite à des fins sexuelles au Niger, en particulier dans les villes minières du Nord ou dans les zones de transport. Les médias ont remarqué que certains agents des forces de l'ordre et frontaliers auraient accepté des pots-de-vin de la part de trafiquants pour faciliter le transport de victimes à travers le pays. Boko Haram et Daech-Afrique de l'Ouest recrutent de force des garçons nigériens pour les utiliser comme enfants soldats, porteurs, cuisiniers, ramasseurs de bois pour le feu, guetteurs, bergers, et assurer d'autres fonctions d'appui.